

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 120 (1975)  
**Heft:** 5

**Artikel:** Vers le service à option?  
**Autor:** Ducotterd  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-343947>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## **Vers le service à option ?**

« Celui qui ne peut en conscience servir dans l'armée accomplit un service civil de remplacement. Les détails sont fixés dans une loi. » Telle est la teneur du complément de l'article 18 de la Constitution soumis actuellement à procédure de consultation auprès des gouvernements cantonaux, des partis et de certaines organisations.

Ce sont les « détails » évoqués qui nous préoccupent au premier chef.

Car il faudra bien, tout d'abord, définir ce que signifie cet « en conscience » et procurer au censeur une liste de critères.

Entend-on par là, le seul mobile religieux? Et, si nous l'admettons, ne devons-nous pas admettre d'autres sources d'aversion tout aussi subjectives et d'une intensité comparable, telles que telle attitude éthique exacerbée, telle adhésion politique, voire même de réels tourments sur le plan de l'esthétique ou de la position philosophique?

Bref, peut-on ne privilégier que certains tenants d'un type d'aversion donné? Ce serait vouloir classer des valeurs réclamant, chacune pour soi, la prédominance.

A y regarder de plus près, le critère déterminant est celui de la sincérité. A-t-on affaire à des convaincus, à des simulateurs ou à des opportunistes, quel que soit le point de départ de l'attitude de ces marginaux?

Comme nous sommes dans le domaine du subjectif, les déclarations du requérant, même emphatiques, les témoignages de moralité, même en provenance de tiers désignés par une commission neutre, ne sauraient suffire à convaincre. Seule une investigation portant sur le comportement habituel est de nature à constituer une présomption de sincérité suffisante. Une certitude, jamais: il y a des changements d'option historiques, celui de l'apôtre Paul, par exemple, ou celui de Winston Churchill! Et sans aller si loin, chacun est témoin de revirements que l'on ne saurait taxer de trahisons.

Finalement, le gouvernement s'apprête à nous proposer d'ajouter aux existantes une nouvelle catégorie d'inaptitude au service: l'inaptitude morale.

Il faut y voir une conséquence directe, bien que lointaine, de l'art 13 OM, en vertu duquel les ecclésiastiques sont exemptés sous certaines réserves. Une conséquence aussi du quasi droit, pour certains,

d'être incorporés comme sanitaires, voire d'accomplir un service non armé.

Mais à supposer cette nouvelle inaptitude institutionnalisée, il n'en découle nullement la mise sur pied d'un service civil.

D'une part, personne n'en a produit une esquisse, même sommaire, faute de tout critère de nécessité. D'autre part, il apparaît que sa seule justification serait dans le degré de dissuasion qu'il comporterait. En d'autres termes, le service civil devrait être plus contraignant et astreignant que les prestations militaires. Il servirait alors de pierre de touche pour jauger de la sincérité de ses adeptes.

Bref, sommes-nous prêts à assigner à une sorte de bague les insoumis de toutes provenances afin de tester leur conviction et de contre-balancer préventivement les velléités des simples sympathisants? Personne ne le croira.

Que l'armée se prive des services douteux de certains, soit. Mais que ses membres soient astreints à participer au financement d'un service de remplacement, non. Car, enfin, si « celui qui ne peut en conscience servir dans l'armée accomplit un service civil de remplacement », ce n'est tout de même pas à celui qui sert en conscience dans l'armée d'y subvenir.

Force est de constater que la notion d'inaptitude morale fait partie depuis longtemps de notre coutumier national. Mais que, de grâce, on ne confère pas un statut privilégié aux marginaux. Une fois la sincérité de leur aversion prouvée, il suffira de constater leur incapacité de hors-la-loi et de la sanctionner, par exemple, par des mesures fiscales réellement dissuasives, le retrait de leurs droits civiques, de la protection dévolue au passeport... Une clause devrait même leur permettre réintégration au sein de la communauté.

L'instauration du service civil conduit à l'introduction du service militaire à option et, de là, à l'accomplissement facultatif de tous les devoirs du citoyen, de son devoir fiscal entre autres, pourquoi pas?

Le besoin se fait jour de mieux recruter et de mieux élaguer mais non de céder, par opportunisme, à la pression d'une minorité agissante et dont la fraction la plus dynamique a pour but intermédiaire de désarticuler tout corps constitué afin, faisant fi de toute attitude démocratique, d'imposer des vues qui ne sont que les siennes.

Lieutenant-colonel EMG DUCOTTERD